---

10. Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale et de la CEI

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/766>

DOI : 10.4000/aspd.766

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1998

Pagination : 335-345

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« 10. Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale et de la CEI », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 17 | 1998, mis en ligne le 31 juillet 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/766> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.766>

---

10. COOPÉRATION AVEC LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET DE LA CEI

LA SUISSE s'est engagée depuis 1991 dans la coopération avec les pays dont les réformes économiques assurent une transition vers l'économie de marché; 1,65 milliard de francs sont disponibles pour l'aide aux pays de l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'aux pays de la Communauté des Etats indépendants (PECO/CEI). Les principaux instruments de coopération sont la coopération technique, l'aide financière et les garanties de crédit. L'aide, autrefois concentrée sur certains pays de l'Europe centrale, se dirige progressivement plus sur l'Europe du Sud-Est. Dans la période passée sous revue, les Chambres fédérales ont approuvé la participation de la Suisse à l'augmentation du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD).

L'aide aux pays de l'Europe centrale et orientale économiquement les plus avancés est répertoriée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE non pas dans l'«aide publique au développement» (APD), mais dans un agrégat séparé d'«aide publique». L'aide aux pays de l'Est les plus défavorisés est quant à elle comptabilisée dans l'APD. Le tableau n°26 (voir plus loin) mentionne les pays de cette région compris dans la liste des pays en développement (avec un appel de note) et les autres pays dont l'aide est incluse dans l'agrégat aide publique.

La situation des pays de l'ancien bloc de l'Est est très différenciée. Les réformes économiques s'accompagnent souvent d'une dégradation de la situation sociale, par le chômage et par le fait que la population n'a plus accès gratuitement à certains services sociaux et médicaux. Le niveau du PNB a dans un premier temps très fortement baissé dans les pays de l'Europe centrale et orientale, puis il est remonté. Certains pays en transition atteignent ainsi en 1996 à nouveau un niveau du PNB équivalent ou proche du niveau connu en 1989 (Pologne, Slovénie, Tchéquie et Slovaquie). Pour d'autres pays, la chute du PNB a été très brutale: Géorgie, où le PNB de 1996 ne représente que 18% du niveau du PNB en 1989; Azerbaïdjan, Ukraine, Tadjikistan, Arménie, Lituanie, Moldavie, Kirghizistan et Kazakhstan (pour tous ces pays, le PNB a baissé de plus de la moitié)¹. Le PNB de la Fédération de Russie en 1996 s'élevait à 56% du niveau atteint en 1989. Le PNB par habitant est très variable d'un pays à l'autre; en 1993, il était le plus élevé en Slovénie (6490 dollars) et en Hongrie (3350 dollars), alors qu'il se situait à 1140 dollars en Roumanie et à 340 dollars en Albanie. La plupart des investissements directs étrangers se dirigent aussi sur un nombre très restreint de pays. Les investissements cumulés de 1988 à mi-1996 se sont élevés à 35 milliards de dollars, mais plus de 82% d'entre eux se sont concentrés sur quatre pays: la Hongrie (12,1 milliards de dollars), la Tchéquie (6,4), la Russie (6,3) et la Pologne (3,9)².

1. Source: *Transition Report Update*, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, avril 1996.

2. Source: BERD, CEE/ONU, estimations OFAEE, reprises par *La Vie économique*, 2/1997.

❑ *Crédits de programme et organisation de la coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale et de la CEI (PECO/CEI)*

L'assise juridique du programme de coopération avec les PECO/CEI est l'arrêté de portée générale concernant la coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est adopté en 1995 mais pas encore entré en vigueur. Cet arrêté a une durée de dix ans, pour souligner le caractère transitoire de cette coopération.

Les buts du soutien de la Suisse au processus de transition engagé dans les PECO/CEI sont essentiellement les suivants:

- ❑ promotion d'un développement économique conforme aux principes de l'économie de marché;
- ❑ promotion de l'Etat de droit, de la démocratisation et des droits de l'Homme;
- ❑ protection de l'environnement;
- ❑ modernisation de l'infrastructure (par exemple production d'énergie).

En cas de graves violations des droits de l'Homme ou de discrimination des minorités, le Conseil fédéral peut interrompre la coopération avec un pays. La conditionnalité peut aussi être économique. La coopération (certains cofinancements par exemple) peut également être suspendue si le pays ne respecte pas les réformes économiques préconisées par les institutions de Bretton Woods.

L'aide aux PECO/CEI versée chaque année depuis 1991 se base sur deux crédits-cadres qui permettent à la Suisse de prendre des engagements pour un montant total de 1,65 milliard de francs. Le premier crédit-cadre adopté en septembre 1990 portait sur un montant de 250 millions de francs, en faveur de la Hongrie, de la Pologne et de l'ancienne Tchécoslovaquie. Le deuxième crédit-cadre de 800 millions de francs adopté en janvier 1992 a permis d'étendre l'aide à l'Albanie, la Bulgarie, les pays Baltes, la Roumanie et la Slovénie. Ce crédit-cadre a été augmenté en mars 1993 pour inclure l'aide aux pays issus des anciennes républiques soviétiques (CEI, Communauté des Etats indépendants). Jusqu'à fin 1996, les engagements pris par la Suisse s'élevaient à 1,55 milliard de francs (pour les deux crédits-cadres, dont 730 millions de francs pour l'aide financière, 341 millions de francs pour la coopération technique et 480 millions de francs pour les garanties de crédit). L'aide humanitaire est financée par le crédit de programme pour la continuation de l'aide humanitaire internationale. Le message du Conseil fédéral concernant le troisième crédit-cadre est en préparation et devrait être présenté aux Chambres fédérales en automne 1998.

Rattachée autrefois à la Division politique I du DFAE, la Division de la coopération avec l'Europe de l'Est a été intégrée à la DDC dès 1996. Les programmes de coopération technique, l'aide humanitaire et la coordination générale de l'aide sont confiés à la DDC, alors que l'OFAEE est responsable de la coopération financière et de la promotion du commerce et des investissements.

❑ *Versements d'aide en 1996*

L'aide aux PECO/CEI s'est élevée à 143,3 millions de francs en 1996 (plus 27,6 millions pour l'aide humanitaire), dont 67,2 millions de francs pour l'aide financière, 58,7 millions pour la coopération technique, 14 millions pour la promotion du commerce et des investissements, l'aide à la balance des paiements atteignant 3,4 millions de francs (les garanties de crédit n'occasionnent pas de versements).

Sur les 143,3 millions de francs versés pour la coopération technique et financière, 42,1 millions de francs étaient destinés à des pays compris dans la liste des pays en développement (montant donc inclus dans l'APD), alors que 101,2 millions étaient versés aux pays en transition (aide incluse dans un agrégat d'aide publique aux pays en transition). L'aide de la Suisse aux pays en transition représentait ces dernières années 0,05 % du PNB, alors que la moyenne pondérée pour l'ensemble des pays du CAD s'élevait à 0,04 % du PNB.

□ *Instruments de coopération*

Les principaux instruments de coopération avec les pays de l'Europe orientale comprennent la coopération technique et la coopération financière (aide financière, garantie de crédits, aide à la balance des paiements, promotion du commerce et des investissements). Les aides financières permettent de financer des projets à caractère prioritaire pour les pays partenaires, non finançables par l'économie privée, et pour lesquels l'économie suisse est en mesure de fournir des biens d'équipement ou des prestations de services. La répartition de la coopération entre les différents instruments et la répartition du travail entre les deux offices concernés (DDC et OFAEE) ne vont pas sans poser des problèmes, avec notamment des risques de double emploi. La coopération technique et l'aide financière sont souvent indissociables. Pourtant, c'est la DDC qui gère le premier instrument et l'OFAEE le deuxième³. C'est pourquoi le Conseil fédéral a décidé en novembre 1997 de clairement renforcer la coordination entre les deux offices fédéraux, ainsi que de clarifier la répartition des tâches (transfert du secteur de la santé à la DDC, transfert du secteur bancaire à l'OFAEE). Un autre problème réside dans la part, importante, du crédit de programme à affecter aux garanties de crédit. Certains préféreraient voir augmenter la part des fonds pouvant être versés à des projets de coopération technique dans le prochain crédit-cadre. La Communauté de travail des œuvres d'entraide estime quant à elle que la coopération avec les PECO/CEI est trop axée sur les intérêts des exportateurs suisses.

Coopération technique

Cette coopération a pour but de développer les capacités dans les pays en transition. On met généralement à la disposition du pays partenaire des experts qualifiés pour le conseil et la formation ainsi que pour la planification et l'exécution de certains travaux⁴.

Aide financière

Les pays partenaires peuvent soumettre à l'OFAEE des propositions de projets dans les domaines et secteurs prioritaires définis par les accords d'aide financière conclus avec la plupart des pays en transition. L'OFAEE examine alors, avec l'aide de consultants extérieurs, la faisabilité financière, technique et institutionnelle des projets, ainsi que l'impact des projets sur l'environnement. Le soutien s'opère au moyen de projets bilatéraux ou par le cofinancement avec des

3. Pour plus d'informations sur les problèmes de coordination de l'aide, voir le dossier sur la coopération avec les pays de l'Est, dans la revue *Mosquito*, Nr. 2, Avril 1997.

4. La Division de la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI (organe de la DDC) publie une liste complète de tous les projets de coopération en cours ou terminés, par pays bénéficiaires. DDC, *Documentation concernant les projets de coopération avec les Etats d'Europe orientale – Deuxième crédit de programme*, Berne, DDC, janvier 1998, 99 pages (liste mise à jour périodiquement).

institutions internationales telles que la Banque mondiale ou la BERD. L'aide financière est accordée sous forme de dons, pour des projets qui ne seraient pas assez rentables pour pouvoir être soutenus par un financement commercial.

Les retombées économiques de l'aide financière fournie aux PECO/CEI, sous forme de commandes, peuvent être importantes pour certaines entreprises suisses. Ces contrats peuvent ouvrir des perspectives commerciales intéressantes à moyen terme, grâce à l'accès à des marchés et de nouvelles commandes futures. Dans certains cas, des tensions peuvent apparaître entre des entreprises suisses et l'OFAEE, lorsque les intérêts des entreprises d'exportation ne coïncident pas avec les besoins réels de développement des pays partenaires, alors que ce dernier critère devrait demeurer prédominant⁵. L'OFAEE doit aussi veiller à ce que les offres des entreprises suisses soient concurrentielles.

Garanties de crédit à l'exportation

Ces garanties de crédit sont utilisées pour couvrir le risque lié au financement d'exportations de biens et de services à des entreprises ou pour des projets d'infrastructure, livraisons dont on attend un rendement suffisant pour le paiement du remboursement et des intérêts. Ces garanties sont octroyées pour les pays où la Garantie contre les risques à l'exportation de la Confédération (GRE) n'est pas (ou seulement partiellement) disponible, en raison d'un risque jugé trop élevé. Ces engagements ont mobilisé des ressources importantes sur les deux premiers crédits-cadres, soit 480 millions de francs jusqu'à fin 1996 (engagements, sans bien sûr des déboursements effectifs). Les garanties ont ainsi pu être octroyées à des exportateurs suisses dans les principaux pays suivants: Pologne (116 millions de francs), Russie (100), Ouzbékistan/Kazakhstan (50), Bulgarie (45), Croatie (35) et Ukraine (35). Les garanties de crédits sont exigibles uniquement en cas de dommage.

Aide à la balance des paiements

Ces aides permettent aux pays partenaires d'acheter des biens d'exportation dont ils ont un urgent besoin, ou d'accroître leurs réserves monétaires. Les prêts sont octroyés par la Banque nationale et sont garantis par la Confédération. Dans certains cas, l'aide peut être accordée sous forme de dons (dans le cadre du crédit de programme en faveur de la coopération). En 1995 et 1996, la Suisse a accordé des aides à la balance des paiements à l'Albanie et à la Macédoine, pour des montants de respectivement 6 et 7 millions de francs.

Désendettement

La Suisse a participé à des actions internationales de réduction des dettes de la Pologne (en 1993) et de la Bulgarie (en 1995). Ces opérations étaient des échanges dette-nature (*debt for nature swaps*). Les pays bénéficiaires ont utilisé l'argent issu de la remise de la dette pour financer des projets relevant du domaine de l'environnement.

Promotion du commerce et des investissements

L'OFAEE soutient des projets visant à renforcer les exportations des pays de l'Europe de l'Est et à faciliter leur intégration dans le commerce mondial,

5. SBS, *Le Mois économique et financier*, janvier-février 1997.

notamment par des mesures de formation. Une partie de l'aide s'opère par le biais d'organisations suisses, telles que par exemple l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) et la fondation SOFI (Swiss Organization for Facilitation Investments). L'autre partie de l'aide passe par des organisations internationales telles que le Centre du commerce international (CCI), la CNUCED, l'OMC, l'AELE ou les institutions du groupe de la Banque mondiale. Le mandat pour la réalisation du programme de mise en relation d'affaires entre entreprises suisses et le secteur privé des pays en développement et en transition a été confié, au terme d'un appel d'offres, à l'entreprise d'audit et de conseil KPMG Fides. Conjointement avec l'OFAEE, celle-ci a créé en juillet 1997 la fondation SOFI, dans le but de promouvoir activement les investissements suisses dans 15 pays en développement et neuf pays en transition. SOFI doit permettre d'accroître les investissements et de favoriser le transfert de savoir-faire entre les entreprises suisses et celles des pays partenaires.

Aide humanitaire

L'aide humanitaire en faveur de l'Europe orientale a augmenté massivement depuis 1991, surtout en raison du conflit en ex-Yougoslavie. De 1991 à 1992, elle avait passé de 8 millions de francs à 48 millions, puis oscillé entre 40 et 45 millions entre 1993 et 1995. En 1996, elle s'est élevée à 27,6 millions de francs, dont 16,9 millions en faveur des victimes du conflit en ex-Yougoslavie, 4,4 millions de francs pour les républiques du Caucase et 4,1 millions de francs en Russie.

■ **ASTM 98**, chapitre 9, p. 321, pour l'évolution récente de l'aide humanitaire et le nouveau message du Conseil fédéral, avec notamment la partie «Aide aux Etats de l'ex-Yougoslavie».

Aide multilatérale

Les institutions financières internationales suivantes sont actives dans le financement du processus de transition dans les PECO/CEI (par ordre d'importance de leur intervention): la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD – voir ci-dessous), le FMI et la Banque mondiale, la Société financière internationale, la Banque européenne d'investissement et, dans une moindre mesure, la Banque asiatique de développement (le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan sont membre de la BASD). D'autres institutions dont la Suisse est membre sont actives dans les PECO/CEI: Conseil de l'Europe, AELE, OSCE, OMC et OCDE.

□ *Augmentation du capital*

de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

Le Conseil fédéral a présenté en novembre 1996 son message concernant la participation de la Suisse à l'augmentation du capital de la BERD. Le montant de l'encours des prêts, des participations et des garanties de la banque ne peut pas, conformément aux statuts, dépasser le montant total de son capital social. En avril 1996, les gouverneurs de la BERD décidaient de doubler le capital de la banque pour le faire passer de 10 milliards à 20 milliards d'écus. Les pays membres étaient invités à souscrire de nouvelles actions pour une part équivalente au capital de départ, soit une part de 2,28% du capital pour la Suisse. La participation de la Suisse à l'augmentation du capital correspond à un engagement de 228 millions d'écus (ce qui équivalait à 342 millions de francs au taux de change de 1,50 franc pour 1 écu). De ce montant, seuls 22,5%, soit 77 millions

de francs, devront être effectivement déboursés. Le solde de 265 millions de francs constitue du capital de garantie.

La Suisse est représentée par un directeur exécutif au conseil d'administration de la BERD, qui compte 23 membres. De manière comparable à la Banque mondiale⁶, le directeur exécutif suisse est à la tête d'un groupe de vote, qui inclut les pays suivants : Azerbaïdjan, Kirghizistan, Liechtenstein, Ouzbékistan, Turkménistan, Turquie. C'est ce conseil d'administration qui dirige la banque (approbation des projets et des stratégies par pays ou par secteurs). L'organe suprême de décision est le conseil des gouverneurs qui se réunit habituellement une fois l'an, à l'occasion de l'assemblée générale. Les gouverneurs, dont Jean-Pascal Delamuraz pour la Suisse, vérifient si le mandat de la banque est bien respecté, fixent les priorités opérationnelles, acceptent de nouveaux membres et choisissent le président.

ACTIVITÉS DE LA BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

LA BERD a été fondée en 1990 à l'initiative de François Mitterrand pour apporter une aide financière coordonnée aux pays issus des bouleversements politiques et économiques survenus à l'Est. Le mandat consiste à favoriser la transition vers des économies de marché et à faciliter leur intégration dans l'économie mondiale. Vingt-six pays sont bénéficiaires des investissements de la BERD, qui compte 60 membres : la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement ainsi que 58 pays (dont l'Union européenne et d'autres pays européens, les pays en transition, les Etats-Unis, le Japon et le Canada).

Les instruments de financement sont les prêts, les prises de participation au capital et les garanties. Au moins 60 % des fonds engagés doivent profiter au secteur privé. Les activités de coopération technique servent à identifier, à préparer et à gérer les projets financés par la BERD, ainsi qu'à financer des services, les conseils et la formation. Les projets financés par la banque ont ainsi permis de soutenir par exemple la privatisation de banques et de développer et moderniser des infrastructures de base.

Les financements cumulés approuvés par la BERD se sont élevés à 7,85 milliards d'écus jusqu'à fin 1995 (1 écu = 1,50 franc). Les principaux pays bénéficiaires ont été la Russie (1,7 milliard d'écus), la Hongrie (1,1 milliard d'écus), la Pologne, la Roumanie, les Républiques tchèque et slovaque, la Slovénie et l'Ukraine (ces huit pays représentant 72 % des financements totaux approuvés par la BERD). Lors de l'assemblée annuelle de la BERD début avril 1997, plusieurs pays, dont les Etats-Unis et la Suisse, ont préconisé un désengagement progressif de la banque des pays en transition économiquement les plus avancés, pour concentrer les efforts sur les pays se trouvant à un stade moins avancé. Ce principe de gradation a été adopté, même si certains pays européens et les pays concernés ont exprimé leurs réticences. Les secteurs qui ont bénéficié le plus de financements sont les suivants : finances et services aux entreprises (2,7 milliards d'écus jusqu'à fin 1995), transports (1,36 milliard), télécommunications, industrie manufacturière, énergie et industrie minière (l'ensemble de ces secteurs représentant 92 % des projets totaux de la BERD).

La banque peut jouer un rôle de catalyseur, en mobilisant des financements extérieurs pour ses projets, avec des opérations de cofinancement avec des partenaires privés, des banques, des agences de crédit à l'exportation et des gouvernements. Plusieurs priorités guident le choix des projets : appui au secteur privé, particulièrement aux PME, soutien des intermédiaires financiers (banques locales), accroissement des prises de participation dans les entreprises et banques locales. Les statuts de la banque fixent le principe de la promotion d'un développement durable et écologique.

Source : « Message concernant la participation de la Suisse à l'augmentation du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) » du 13 novembre 1996, message 96.089.

---

6. Le groupe constitué pour les institutions de Bretton Woods comprend les pays suivants : Azerbaïdjan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pologne, Tadjikistan et Turkménistan.

Les livraisons de marchandises et les mandats de services attribués dans le cadre des projets font l'objet d'appels d'offres internationaux. Le message relève que les retombées économiques peuvent être intéressantes pour l'économie suisse, en particulier pour les secteurs de l'énergie, des machines, des télécommunications, de l'agroalimentaire et du textile. La Suisse alimente, par le crédit de programme sur la coopération avec l'Europe orientale (OFAEE), un fonds fiduciaire (*trust fund*) qui permet à la BERD de mandater des firmes de consultants suisses ou étrangers pour préparer et accompagner des projets d'investissement (surtout dans le secteur de l'énergie, avec notamment l'étude sur la remise en état de tout le secteur énergétique en Bosnie).

La Suisse cofinance, sur les fonds d'aide financière de l'OFAEE, des projets de la BERD. Les entreprises peuvent effectuer des livraisons dans le cadre de projets financés par la BERD et cette participation peut contribuer à ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises suisses. La Suisse a contribué pour 5 millions de francs au Fonds spécial pour les petites entreprises de Russie (crédits pour petites entreprises). Les fonds de capital-risque permettent d'accorder des prêts pour le lancement ou le développement de certaines entreprises.

La Suisse apporte aussi sa contribution au Fonds de sécurité nucléaire. Plusieurs centrales nucléaires ont un équipement désuet et sont jugées très dangereuses. L'arrêt de certaines centrales n'est pourtant dans certains cas pas envisageable, par manque d'énergie de substitution. La BERD intervient pour la livraison d'équipements de sécurité. La Suisse a contribué à ce fonds pour un montant de 20 millions de francs. L'Ukraine a sollicité l'aide de la communauté internationale et de la BERD, pour financer le renforcement du sarcophage de protection autour du réacteur sinistré de Tchernobyl, mais aussi pour la construction de deux centrales nucléaires permettant de remplacer à terme les autres réacteurs de Tchernobyl. Les sept pays les plus industrialisés (le G7), l'Union européenne et d'autres pays donateurs s'engagent à verser des contributions financières pour la rénovation de ces autres réacteurs et pour le renforcement du sarcophage (contribution de la Suisse de 6,4 millions de francs)⁷.

Le Conseil national a accepté la participation de la Suisse à l'augmentation du capital le 29 avril 1997, par 161 voix pour, 7 oppositions et 5 abstentions. Le conseiller national Steffen (UDC/ZH) voulait faire inscrire dans l'arrêté fédéral un article stipulant que s'il devait être procédé ultérieurement à une nouvelle augmentation de capital, la Suisse n'allait pas y participer. Cette proposition a été refusée par 153 voix contre 19. Le Conseil des Etats a approuvé l'arrêté fédéral sans opposition le 17 juin 1997.

□ Répartition géographique de la coopération

avec les pays de l'Europe centrale et orientale et les pays de la CEI

En prenant compte de tous les engagements de la Suisse de 1990 à fin 1996 et de tous les instruments de coopération, les principaux pays bénéficiaires de l'aide publique suisse ont été les suivants (par ordre décroissant des engagements sur le premier et le deuxième crédit-cadre): Pologne, Fédération de Russie, Bulgarie, Albanie, Roumanie et Hongrie. Des bureaux de coordination de l'aide existent à Varsovie, Skopje, Sofia, Sarajevo, Bucarest, Moscou et Bichkek (Kirghizistan).

7. *Neue Zürcher Zeitung*, 26.-27. April 1997, 22.-23. November 1997.

La coopération avec les PECO/CEI se concentrait au départ plutôt sur les pays de l'Europe centrale. En septembre 1995, la DDC a adopté une stratégie de concentration de l'aide sur les pays d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bulgarie, Macédoine et Roumanie) et certains Etats de la CEI (Russie, Ukraine et Kirghizistan). Une grande importance sera aussi donnée au programme de reconstruction en Bosnie. Conséquence de la décision prise de concentrer l'aide dans les pays du Sud-Est de l'Europe, le bureau de coordination à Varsovie a été fermé fin 1997. La Pologne a été depuis 1990 le principal pays bénéficiaire de la coopération suisse: la DDC a financé des projets pour une quarantaine de millions de francs depuis cette date, et l'OFAEE a versé des contributions financières de l'ordre de 115 millions de francs (surtout dans les domaines de la santé et de l'environnement). Les garanties de crédit se sont élevées à 116 millions de francs. Les derniers projets se termineront d'ici fin 1999. La coopération avec la Hongrie se terminera aussi à cette date, puis plus tard celle concernant la Slovaquie. La coopération avec les Etats baltes, la République tchèque et la Slovénie a déjà pris fin en 1997.

Kirghizistan

Dès 1994, la Suisse a soutenu financièrement un bureau de liaison provisoire d'intercoopération (à Bichkek), pour coordonner le programme de coopération suisse (DDC et OFAEE) dans ce pays, ainsi que pour les projets des ONG présentes sur le terrain (Intercoopération, Caritas et Helvetas). Ce bureau a été transformé en bureau officiel de coordination en 1997. Le programme de coopération dans ce pays a été visité par une délégation du CAD lors de son examen de la politique suisse de coopération⁸. Le Kirghizistan est le premier pays partenaire de la Suisse parmi les Etats de l'Asie centrale de la CEI. La Suisse cofinance un projet de la Banque mondiale visant à développer les marchés financiers du secteur agricole économiquement viables (sur le principe des caisses Raiffeisen). Elle soutient aussi un programme du PNUD pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme. La Confédération finance des projets de coopération d'ONG suisses: projets en régie de transformation de produits laitiers et dans le secteur forestier (Intercoopération); projet de soutien de l'initiative privée dans le domaine agricole (conseils en agriculture, formation pour la commercialisation et le crédit, projet Helvetas); soutien et formation de familles et associations de paysans et d'entreprises de transformation dans le cadre du processus de privatisation dans l'agriculture (Caritas).

Russie

La deuxième réunion annuelle de la Confédération sur la coopération en Europe de l'Est et dans la CEI s'est tenue à Berne le 17 juin 1997 (2^e Focus Europe de l'Est)⁹. Après la Roumanie en 1996, le pays examiné par la conférence de 1997 a été la Fédération de Russie. Le montant total des engagements pris par la Suisse pour des projets en Russie s'élevait fin 1996 à 193 millions de francs (dont 100 millions de francs de garanties de crédit, 57 millions de francs d'aide financière

8. Pour des informations sur la coopération suisse au Kirghizistan, voir le *Rapport sur l'examen par le CAD du programme de coopération de la Suisse*, le journal d'Helvetas *Partenaires*, No 148, mai 1997, ainsi que *Le Mois économique et financier* de la SBS, mai 1997.

9. Voir le dossier de presse sur cette deuxième réunion, «Nouveau départ pour l'Europe de l'Est – Spécial Russie. Que fait la Suisse?», Berne, 17 juin 1997.

Tableau n° 26
Coopération avec les PECO et les pays de la CEI
 Versements en 1996 par pays (en millions de francs)

Pays	Coopération technique	Coopération financière	Aide humanitaire	Total
Europe centrale	22.7	19.2	—	41.9
Pologne	3.1	13.2		16.3
Hongrie	6.0	0.1		6.1
République tchèque	1.4	2.8		4.2
Slovaquie	1.4	—		1.4
Slovénie ¹	0.9	—		0.9
Lituanie	0.5	—		0.5
Lettonie	0.4	—		0.4
Projets régionaux	9.0	3.1		12.1
Europe du Sud-Est	23.0	29.8	16.9	69.7
Bosnie-Herzégovine ¹	7.0	11.4	—	18.4
Divers Etats d'ex-Yougoslavie ¹	—	—	16.9	16.9
Albanie ¹	4.9	10.0	0.0	15.0
Roumanie	4.9	0.1	—	5.0
Bulgarie	3.8	0.0	—	3.8
Macédoine ¹	0.2	3.4	—	3.6
Projets régionaux	2.1	4.9	—	7.0
CEI	13.0	35.6	10.6	59.2
Russie	5.6	15.4	4.1	25.1
Bélarus	—	6.0	0.2	6.2
Ukraine	0.5	3.1	—	3.6
Kirghizistan ¹	2.1	1.3	—	3.4
Moldova ²	—	2.5	—	2.5
Tadjikistan ¹	—	—	1.8	1.8
Géorgie ¹	—	0.9	—	0.9
Ouzbékistan ¹	—	—	0.2	0.2
Projets régionaux	4.7	6.4	4.4	15.6
Total	58.7	84.6	27.6	170.8

1. Ces pays sont compris dans la liste des pays en développement.

2. La Moldova est incluse dans la liste des pays en développement dès le début de l'année 1997.

Source: *Rapport annuel sur la coopération internationale de la Suisse 1996*, Berne, DDC et OFAEE, 1997.

et 36 millions de francs de coopération technique). Cela peut apparaître comme une goutte d'eau dans un pays aussi vaste. C'est ainsi que la Suisse concentre ses moyens sur certains secteurs et certaines régions. La Russie est un pays riche en matières premières ainsi qu'en main-d'œuvre qualifiée et en scientifiques. La priorité n'est donc pas la formation élémentaire ni la construction d'hôpitaux, et les principaux axes de la coopération suisse sont les suivants:

- ❑ soutien de la démocratisation et de la défense des droits de l'Homme;
- ❑ sécurité nucléaire;
- ❑ protection de l'environnement, conservation de la diversité biologique;
- ❑ promotion des petites et moyennes entreprises, dans trois régions pilotes (Voronej, Kaluga, Nijni Novgorod), pour faciliter leur accès au crédit et au savoir-faire.

❑ *Secteurs prioritaires de la coopération suisse*

Les principaux secteurs soutenus par la coopération technique sont les suivants: santé/affaires sociales, sciences/culture, économie/formation (ces trois secteurs mobilisant 57% des engagements), agriculture, politique et organisation de l'Etat, énergie/environnement. La coopération financière se dirige principalement dans les secteurs suivants: énergie (31 % de l'aide), environnement (22%), santé (20%) et infrastructures (13%); autres secteurs: 14%.

Secteur de la santé

Le réseau de partenariat entre hôpitaux mis sur pied ces dernières années est une forme intéressante de coopération qui implique des personnes, des organisations d'entraide, des hôpitaux, une centaine de communes suisses et des entreprises. La DDC soutient 17 partenariats entre des hôpitaux de Suisse (de divers cantons) et d'Europe de l'Est. Initialement concentrés sur la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne, les partenariats se sont déplacés ensuite surtout vers l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie. Ils sont gérés par l'association H + (anciennement Association suisse des établissements hospitaliers – VESKA) et soutenus financièrement par la DDC. Les objectifs principaux sont l'amélioration de l'hygiène, la mise sur pied d'installations sanitaires et l'entretien des machines¹⁰.

L'Association H + gère aussi un programme de formation en matière de management hospitalier. D'autres programmes de santé sont soutenus par la DDC: soutien de l'hôpital universitaire et de l'institut national de santé publique de Tirana (Albanie), programme sanitaire de Caritas en Albanie.

10. Voir: *Service de presse DDC*, juin 1997, «Un réseau dynamique: partenariats entre hôpitaux», qui contient la liste des 17 partenariats hospitaliers cofinancés par la DDC, des hôpitaux suisses et des partenaires en Europe de l'Est.

SOURCES

- Conseil fédéral, « Message concernant l'arrêté fédéral sur la coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est » du 19 septembre 1994, Berne, in *Feuille fédérale*, vol. V, pp. 537 à 565 (message 94.083).
- « Rapport sur la politique économique extérieure 96/1 + 2 et messages concernant des accords économiques internationaux » du 15 janvier 1997, message n° 97.002.
- « Message concernant la participation de la Suisse à l'augmentation du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) » du 13 novembre 1996, message 96.089.
- OCDE, *Série des examens en matière de coopération pour le développement: Suisse*, n° 20, Paris, Comité d'aide au développement (CAD), 1997.
- DDC, OFAEE, *Rapport annuel 1996 – Coopération avec l'Europe de l'Est*, Berne, 1997, 16 pages.
- La Suisse, l'Europe de l'Est et la CEI – *Documentation concernant le programme de soutien de la Confédération aux Etats d'Europe de l'Est et aux Etats de la CEI*, Berne, DDC et OFAEE, quatrième édition révisée, 1997-1998, 30 pages.
- DDC, *Documentation concernant les projets de coopération avec les Etats d'Europe orientale – Deuxième crédit de programme*, Berne, DDC, janvier 1998, 99 pages (liste des projets de coopération technique).
- Dossier de presse sur la deuxième réunion annuelle de la Confédération sur la coopération en Europe de l'Est et dans la CEI, « Nouveau départ pour l'Europe de l'Est – Spécial Russie. Que fait la Suisse? », Berne, 17 juin 1997.
- Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1996, de l'économie planifiée à l'économie de marché*, Washington, Banque mondiale, 1996.
- Mosquito*, Nr. 2, März 1997, « Osthilfe: Zankapfel zwischen den politischen Fronten », « Osthilfe der DEZA und des BAWT », « Hilfswerke in Osteuropa und Zentralasien », usw.
- L'Agefi*, 15 avril 1997 (BERD), 16 avril 1997 « L'assemblée annuelle de la BERD souligne la fragilité du processus de transition », 18 juin 1997 « Conférence annuelle sur la coopération avec l'Europe de l'Est ».
- Journal de Genève*, 14 janvier 1998 « La Suisse revoit à la baisse sa coopération avec l'Europe de l'Est ».
- SBS, *Le Mois économique et financier*, janvier-février 1997 « Vaste soutien aux pays en transition », mai 1997 « Asie centrale – La coopération entre la Suisse et les républiques centre-asiatiques ».
- Neue Zürcher Zeitung*, 4. April 1997 « Schwierige Landreform in Litauen – Transfer von Know-how mit Schweizer Hilfe », 15. April 1997 « EBRD-Rückzug aus erfolgreichen Reformländern », 26.-27. April 1997 « Einigung über die Absicherung des Tschernobyl-Sarkophags », 30. April 1997 « Osteuropabank-Unterstützung im Nationalrat unbesritten », 23. Juni 1997 « Ein Investitionsland von steigender Attraktivität – Bawi und Deza zur Schweizer Präsenz in Russland », 28.-29. Juni 1997 « Rücktritt des EBRD-Präsidenten », 22.-23. November 1997 « Weitere Mittel für Tschernobyl ».
- Helvetas, *Partenaires*, n° 148, mai 1997, dossier « Kirghistan: un pays en transition ».
- La Vie économique*, revue de politique économique 2/1997, « Développements économiques en Europe centrale et orientale: présence de la Suisse ».

SITES INTERNET

DDC: <http://www.sdc.gov.ch>

Banque européenne de reconstruction et de développement: <http://www.ebrd.com>